



EXAMEN  
D'APTITUDE  
PROFESSIONNELLE  
DES CANDIDATS  
REVISEURS  
D'ENTREPRISES

EPREUVE ECRITE DES  
28 ET 29 SEPTEMBRE  
2020 – 1<sup>ERE</sup> PARTIE

## EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

**VOUS ETES REVISEUR D'ENTREPRISES DANS UN CABINET ET VOUS  
DEVEZ PRENDRE POSITION PAR RAPPORT AUX QUESTIONS SUIVANTES  
DANS LES DOMAINES SUIVANTS :**

<b>Partie I : Private Equity</b>	<b>3</b>
Question 1 (5 points)	5
Question 2 (5 points)	5
Question 3 (5 points)	5
Question 4 (5 points)	6
<b>Partie II : Assurance</b>	<b>6</b>
Question 5 (2,5 points)	7
Question 6 (2 points)	8
Question 7 (2,5 points)	8
Question 8 (1 point)	9
Question 9 (6 points)	9
Question 10 (4 points)	9
Question 11 (2 points)	10
<b>Partie III : Banques</b>	<b>10</b>
Question 12 (4 points)	11
Question 13 (2 points)	11
Question 14 (4 points)	11

## EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre farde ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque question sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utilisez une encre foncée pour rédiger vos réponses (noire ou bleue).

### Partie I : Private Equity

Vous êtes le contrôleur légal des comptes annuels au 31.03.2020 d'un véhicule d'investissement coté à la Bourse (Luxembourg et Amsterdam), dénommé « Rendement Maximum ».

Les comptes annuels sont préparés sous le référentiel comptable des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Le véhicule d'investissement est considéré comme une « investment entity » sous IFRS 10.

Au 31.03.2020, la composition du portefeuille d'investissement est comme suit :

- Sociétés cotées : 30% (hiérarchie de valorisation : Level 1)
- Fonds de Private Equity : 35% (hiérarchie de valorisation : Level 3)
- Investissements directs non cotés : 25% (hiérarchies de valorisation : Level 2 et Level 3)
- Investissement dans un bien immobilier de prestige (mixte commercial et résidentiel) à Paris : 10% (hiérarchie de valorisation : Level 3)

Vous avez présenté votre plan d'audit pour l'audit au 31.03.2020 fin février au Comité d'audit (sans tenir compte, à cette date, d'un éventuel impact Covid-19). Dans votre rapport d'audit, les années précédentes, vous aviez inclus un « Key Audit Matter », qui concernait la valorisation des investissements de type « Level 3 » sous IFRS 13.

Rendement Maximum s'est engagé (dans son prospectus) à publier une VNI non auditée 20 jours ouvrables après la clôture (ce sera le 27.04.2020 pour la clôture au 31.03.2020). Les comptes annuels sont normalement approuvés par le Board du General Partner le 13.05.2020 (la session est déjà bloquée dans les calendriers) et vous signez votre rapport d'audit juste après.

Vous avez les précisions suivantes concernant les méthodes de valorisation appliquées dans le passé :

- Les fonds de Private Equity se répartissent en 2 groupes : le premier groupe (6 fonds à taille quasi égale, 20% du portefeuille) est valorisé à l'aide des « capital account statements » (non audités) au 31 mars, le deuxième groupe (4 fonds à taille quasi égale, 15% du portefeuille) est valorisé à l'aide des « capital account statements » (non audités) au 31 décembre, ajustés des flux de trésorerie (investissements complémentaires, distributions) et des impacts significatifs éventuels identifiés sur la juste valeur du portefeuille sous-jacent. Les « capital account statements » au 31 mars de ces 4 fonds sont normalement récupérés par la direction de Rendement Maximum fin mai/début juin.
- Les investissements directs non cotés se composent d'une société mature qui est un discounter de la mode (20% du portefeuille) et qui est valorisé par la méthode des multiples (EBITDA ajusté de la dernière année comptable (ce serait 2019 ici) multiplié par un multiple Valeur d'entreprise / EBITDA dérivé d'un groupe de sociétés cotées comparables, plus la dette nette) et de deux nouveaux investissements dans deux startups, valorisés à la valeur de la transaction récente (novembre 2019 pour le premier (4% du portefeuille) et février 2020 pour le deuxième (1% du portefeuille)). Le discounter a été acheté 5 ans auparavant avec un endettement (« leverage ») de 50% et pour un prix considéré comme élevé. Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2019 audités du discounter (sous IFRS) sont attendus pour fin avril 2020, car le « bond indenture » requiert la communication de ces comptes annuels 4 mois après la clôture aux détenteurs de la dette. A l'issue de la structuration de l'acquisition, près de la moitié du total du bilan du discounter est constituée par des actifs incorporels (dont du goodwill) reconnus lors de l'acquisition. Il est à noter que Rendement Maximum détient une participation minoritaire dans le discounter (25% des droits de vote), dans lequel il a co-investi avec un grand groupe de Private Equity.
- L'investissement immobilier fait l'objet d'un rapport de valorisation d'un expert externe au 31.03.2020, émis mis avril 2020.

### **Question 1 (5 points)**

Vous êtes maintenant début avril 2020. L'audit va commencer bientôt. Veuillez rédiger une note à l'attention de la direction de Rendement Maximum mettant en perspective les points (spécifiques liés à la Covid-19) sur lesquels il faut être vigilant dans le cadre de la détermination de la juste valeur des investissements détenus, notamment en référence à la « Special Valuation Guidance » émise par l'IPEV au 31 mars 2020 (restez dans votre réponse au niveau des principes ; la Question 2 sera dédiée à l'application pratique de ces principes au portefeuille de Rendement)<sup>1</sup>.

### **Question 2 (5 points)**

Veuillez définir, pour chacun des investissements, les diligences d'audit spécifiques à mettre en œuvre pour vous assurer de leur correcte évaluation à la juste valeur à la date de clôture en tenant compte des considérations-clé exposés dans votre note rédigée suite à la Question 1. Détaillez d'éventuelles conséquences sur le timing de votre audit.

### **Question 3 (5 points)**

La direction de Rendement Maximal vous pose quelques questions plus précises supplémentaires :

- a) Comptez-vous inclure un « Key Audit Matter » séparé dans votre rapport d'audit en relation avec la situation Covid-19 ? Justifiez votre position.
- b) La direction veut éviter, dans la mesure du possible, des ajustements à la VNI (non auditée) publiée le 27.04.2020 dans les comptes annuels audités publiés plus tard. Elle vous demande, en fonction de différents scénarios réalistes, de détailler l'impact – sur votre rapport d'audit – de la non-prise en compte d'ajustements qui s'avèreraient nécessaires après la publication de la VNI, mais avant la publication des comptes annuels ?
- c) La direction vous demande quelles sont les présentations minimum (« disclosures ») que vous vous attendez à voir dans les comptes

<sup>1</sup> Si vous ne connaissez pas la "Special Valuation Guidance" de l'IPEV, raisonnez en bon sens comment la situation Covid-19 a pu impacter concrètement la détermination de la juste valeur en tenant en compte votre expérience professionnelle pratique durant cette période.

annuels de Rendement Maximum et liées spécifiquement au Covid-19 ? Justifiez vos recommandations.

#### **Question 4 (5 points)**

Début mai, vous recevez les comptes annuels du discounter avec un refus d'opinion de son auditeur (« disclaimer of opinion »).

Vous aviez entendu, depuis un certain temps déjà, que le discounter était dans une situation financière difficile. L'endettement a été considéré comme élevé déjà avant la pandémie et la clôture des magasins, notamment en Allemagne, en France et en Italie (où le discounter est très actif) depuis mi-mars, était un coup très dur et la société est à court de liquidités. Elle n'a pas payé les intérêts sur sa dette au 30.04.2020, ce qui lui laisse 60 jours pour trouver un accord avec les créanciers, sous risque de faillite. En parallèle, des négociations sont en cours avec différentes autorités étatiques afin d'obtenir soit des aides, soit un financement public complémentaire et il est envisagé que les actionnaires procèdent également à une recapitalisation.

- a) Qu'est-ce qui peut justifier un tel « disclaimer of opinion » ? Justifiez votre réponse.
- b) La direction de Rendement Maximal vous demande quel est l'impact de ce disclaimer sur votre approche d'audit et sur votre rapport d'audit ?

## **Partie II : Assurance**

Vous êtes le contrôleur légal des comptes annuels au 31.12.2019 de deux sociétés d'assurance de droit luxembourgeois, l'une vie et l'autre non vie, appartenant au même groupe d'assurances allemand.

La société d'assurance vie offre à la fois des produits d'assurance pour couvrir le risque décès et des produits en unités de compte.

La société d'assurance non vie couvre de multiples risques, notamment le risque de dommages auto, mais également d'autres risques comme le risque annulation (voyages, événements culturels et sportifs).

L'arrêté des comptes annuels par le conseil d'administration et l'émission des rapports d'audit sont prévus le 10 avril 2020.

### **Partie A – questions concernant les comptes annuels au 31 décembre 2019 (7 points)**

Le 3 avril 2020, vous organisez une conférence téléphonique avec le directeur financier des deux sociétés pour la clôture de vos audits. Tous deux très inquiets au sujet de la propagation de la pandémie de Covid-19 en Europe et le récent confinement à Luxembourg, vous discutez longuement de ces événements et de leurs éventuels effets sur les sociétés.

Vous apprenez ainsi que les deux sociétés n'ont plus de collaborateurs dans leurs locaux et ont recours au télétravail depuis le 18 mars. Le public n'est plus accueilli aux guichets du siège et dans les agences sur le territoire luxembourgeois depuis cette même date. Bien que les activités opérationnelles n'aient pas été interrompues, elles sont toutefois ralenties. Le département « production » a ainsi observé une baisse d'environ 90% des nouvelles souscriptions en assurance-vie et non-vie au cours de la deuxième quinzaine de mars. Le département « sinistres » se prépare également à recevoir de nombreuses déclarations dans toutes les branches d'assurance dans les prochaines semaines.

De plus, les sociétés ayant principalement comme placements financiers des instruments admis à la négociation sur un marché réglementé, la valeur de ceux-ci a plongé en raison de l'évolution des taux d'intérêt et des turbulences de marché au cours du mois de mars.

Le directeur financier n'a toutefois pas identifié à ce stade d'incertitudes concernant la continuité d'exploitation des sociétés.

#### **Question 5 (2,5 points)**

Au regard du caractère très récent de ces événements, de la difficulté à déterminer leurs effets et du manque de visibilité sur les semaines à venir, le directeur financier propose de ne pas faire mention de ces événements dans les comptes annuels. Le directeur financier ne souhaitant pas rendre publiques des informations sensibles pour la compétitivité des sociétés, le rapport de gestion proposé reprend le modèle très succinct utilisé lors des exercices précédents.

Quel est votre avis concernant la proposition du directeur financier ?

### Question 6 (2 points)

Sans attendre votre point de vue, le directeur financier change d'avis et demande à son chef comptable de rédiger une note pour l'annexe des comptes annuels des deux sociétés. Celui-ci inclut à la fin de l'annexe aux comptes annuels le paragraphe suivant : « *La crise du Covid-19 a eu, au cours du mois de mars 2020, des impacts sur le fonctionnement opérationnel de la Société. Des mesures ont été prises pour garantir la santé et la sécurité de nos collaborateurs et généraliser le télétravail. Un plan de continuité de l'exploitation a été mis en œuvre afin de permettre la continuité de toutes les fonctions de la Société en minimisant les effets négatifs sur les opérations. Une prévision quant au résultat pour l'exercice 2020 est difficile à faire et est fonction notamment de l'évolution des marchés financiers et des mesures prises par les gouvernements européens pour soutenir leur économie.* »

Cette formulation vous convient-elle ? Peut-elle être améliorée et, si oui, comment ?

### Question 7 (2,5 points)

Vous êtes à présent satisfait de la façon dont la note sur les effets du Covid-19 est formulée et vous envisagez d'attirer l'attention des utilisateurs des comptes annuels sur cette note.

Un paragraphe d'observations est-il requis ? En supposant que cela soit le cas, veuillez rédiger le paragraphe d'observations que vous pourriez inclure dans votre rapport d'audit et indiquer quel serait son emplacement au sein du rapport.

## Partie B – questions concernant les comptes intérimaires pour la période de 6 mois close le 30 juin 2020 (13 points)

Comme chaque année, le groupe d'assurances allemand qui détient les deux sociétés d'assurance demande à son contrôleur légal de procéder à un examen des comptes consolidés intérimaires pour la période de 6 mois close le 30 juin 2020. Dans ce contexte particulièrement difficile, vous recevez des instructions des auditeurs du groupe et préparez votre mission d'examen. Vous en profitez pour préparer conjointement votre contrôle légal des comptes annuels au 31.12.2020 des deux sociétés d'assurance.

Le 27 juillet 2020, vous téléphonez donc au directeur financier des deux sociétés pour faire le point sur les événements ayant eu lieu depuis début avril. Celui-ci vous explique qu'un état des lieux révèle que les sociétés sont fortement impactées sous deux angles :



- celui d'une baisse très importante du chiffre d'affaires puisque le confinement a marqué le quasi-arrêt des nouveaux contrats. Malgré l'ouverture des guichets du siège à partir du 11 mai et des agences le 25 mai, le volume d'activité reste inhabituellement faible ;
- celui de la chute des marchés financiers ayant entraîné une moins-value de leurs placements de l'ordre de 15% par rapport au 31.12.2019.

### Question 8 (1 point)

Quelles mesures ont été prises pour les sociétés d'assurance par le gouvernement luxembourgeois dans son plan d'action contre la pandémie de Covid-19 ?

### Question 9 (6 points)

Veillez résumer dans un tableau (selon modèle) les principaux éléments de votre discussion avec le directeur financier en distinguant a) les facteurs externes affectant les sociétés d'assurance, b) la façon dont ces événements affectent leur comptabilité, c) les sujets d'examen/audit méritant votre attention.

Facteurs externes affectant les sociétés d'assurance	Façon dont ces événements affectent la comptabilité	Sujets d'examen / audit spécifiques
Circonstances liées à la pandémie		
Circonstances liées au choc sur les marchés financiers		
Circonstances liées à l'attitude des Etats		

### Question 10 (4 points)

En réfléchissant plus précisément aux méthodes d'évaluation des placements et provisions techniques en fonction du type de produit vie / non-vie commercialisé, veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous

- les effets que vous identifiez sur le bilan et le compte de profits et pertes,
- la rapidité avec laquelle ces effets vont être constatés dans les comptes annuels.

	Placements	Provisions techniques
Assurance non-vie		
Assurance vie (décès)		
Assurance vie (unités de compte)		

### Question 11 (2 points)

Suite à vos travaux durant l'été 2020, vous avez identifié une incertitude significative jetant un doute important sur la capacité de la société d'assurance non-vie à poursuivre son exploitation. Le principe de continuité d'exploitation reste toutefois approprié pour la présentation des comptes intérimaires et des informations adéquates sont fournies en annexe.

Le directeur financier vous demande de lui expliquer en quoi changent

- votre rapport d'examen sur les comptes intérimaires pour la période de 6 mois close le 30 juin 2020,
- votre rapport d'audit sur les comptes annuels clôturant le 31 décembre 2020 (en supposant les conclusions inchangées au moment de l'émission du rapport d'audit).

Quel(s) paragraphes(s) supplémentaire(s) allez-vous ajouter dans votre rapport d'examen ? dans votre rapport d'audit ?

## Partie III : Banques

Vous êtes auditeurs de la banque luxembourgeoise, **Banque Européenne de Placement** (BEP) qui souhaite acquérir la société **IT Service S.A.** (ITS) située dans un autre pays de l'union européenne, société spécialisée dans la prestation de services informatiques.

Quelques semaines avant la finalisation de l'acquisition, la direction de BEP vous interroge sur les formalités à mettre en œuvre dans le cadre de cette acquisition notamment auprès du régulateur mais également sur le traitement comptable de celle-ci dans les comptes consolidés IFRS de la banque.

**Question 12 (4 points)**

Détailler les étapes réglementaires préalables à mettre en œuvre dans le contexte de cette acquisition ainsi que les éventuelles conséquences sur le périmètre de la surveillance prudentielle de la Banque par la CSSF ?

**Question 13 (2 points)**

Une fois l'acquisition finalisée, lister les principales étapes, prévues par les normes comptables, à mettre en œuvre par le département Finance de BEP, pour effectuer l'intégration comptable d'ITS dans les comptes consolidés IFRS de la banque.

**Question 14 (4 points)**

Avec effet au 31 décembre 201X, BEP a acquis 100% des actions de ITS pour un montant de EUR 25 millions, hors complément de prix. La convention d'achat prévoit cependant un tel complément de prix correspondant à un multiple d'EBITDA ajusté, obtenu pour l'année 201X. Le complément de prix ainsi calculé est plafonné à EUR 3 millions et est estimé à EUR 2 millions à la date d'acquisition.

Un extrait des comptes annuels d'ITS au 31 décembre 201X est fourni en annexe. Outre les informations fournies dans les extraits des comptes annuels, ITS dispose d'un portefeuille de client estimé à la clôture 201X à EUR 4,5 millions.

A la clôture 201X, les ajustements résultant de l'application des normes IFRS sur le bilan d'ITS, hors ajustement de juste valeur des immobilisations, sont une correction de valeurs complémentaire d'EUR 0,5 million sur les créances à court terme et augmentation d'EUR 0,1 million des autres provisions.

En vous servant des étapes demandées à la question 13, conclure sur l'existence ou non d'un goodwill et donner son montant, le cas échéant. Il n'est pas demandé de tenir compte des éventuels impacts des impôts différés.

**ANNEXE : IT SERVICES SOCIÉTÉ ANONYME**  
**INFORMATIONS EXTRAITES DES COMPTES ANNUELS**  
**31 DÉCEMBRE 201X**

<b>ACTIF</b>	<b>201X</b>	<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>	<b>2019</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>CAPITAUX PROPRES</b>	
<b>Immobilisations incorporelles (note 3)</b>	14 021	Capital souscrit	110
Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et valeurs similaires acquis à titre onéreux		Réserves	
		Réserve légale	11
<b>Immobilisations corporelles (note 3)</b>		Autres réserves	14 735
Terrains et constructions	527	Résultat de l'exercice	431
Installations techniques et machines	245	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>15 287</b>
Autres installations, outillage et mobilier	305		
<b>Immobilisations financières (note 4)</b>		<b>PROVISIONS</b>	
Participations	348	Provisions pour impôts	-
Prêts et créances immobilisés	329	Autres provisions (note 8)	1 007
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>15 775</b>	<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>1 007</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>DETTES</b>	
<b>Stocks</b>		Emprunts obligataires non convertibles dont la durée résiduelle est supérieure à un an (note 9)	7 645
Produits en cours de fabrication	172	Dettes sur achats et prestations de services dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4 040
<b>Créances</b>		Dettes envers des participations dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	1 070
Créances résultant de ventes et prestations de services dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	2 948	Dettes fiscales	445
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	1 336	<b>TOTAL DETTES</b>	<b>13 200</b>
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an	77		
<b>Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse</b>	<b>9 186</b>		
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>13 719</b>		
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>29 494</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>	<b>29 494</b>

## NOTE 1 - GÉNÉRALITÉS

IT SERVICES S.A. - ci-après la société - a été constituée le 22 avril 1989 sous la forme d'une société anonyme pour une durée indéterminée. L'exercice social de la société s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

La société a pour objet la prestation de services informatiques ainsi que le développement et la diffusion de logiciels informatiques bancaires et financiers. Elle pourra effectuer toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social.

## NOTE 2 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### 2.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux méthodes décrites ci-dessous, qui intègrent les principes généralement admis de prudence et de continuité d'exploitation.

### 2.2. Conversion des devises

La société tient sa comptabilité en euros (EUR) ; le bilan et le compte de profits et pertes sont exprimés dans cette devise.

### 2.3. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition, déduction faite des corrections de valeur. Les corrections de valeur sont déterminées en fonction de la durée estimée d'utilisation de ces immobilisations et calculées de façon linéaire.

Les principales durées d'amortissement retenues sont:

- Propriété intellectuelle	10 ans
- Licences informatiques (logiciels et progiciels)	3 et 4 ans
- Constructions, agencements et aménagements	5, 9 et 12 ans
- Installations techniques et machines	3 et 5 ans
- Autres installations, outillages et mobilier	3 et 5 ans

### 2.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur prix d'acquisition. Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires. Une correction de valeur est effectuée au cas où une diminution de valeur jugée durable par le Conseil d'Administration a été constatée. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

### 2.5. Corrections de valeur sur éléments de l'actif circulant

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une correction de valeur est pratiquée lorsque la valeur réalisable estimée est inférieure à la valeur nominale. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

## 2.6. Provisions

Les provisions à constituer pour les risques et charges prévisibles sont examinées à la fin de chaque exercice. Les provisions constituées au cours des années antérieures sont revues et reprises éventuellement dans le compte de profits et pertes.

### NOTE 3 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

en milliers d'EUR	Solde 31/12/201X-1	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/201X
<b>Valeurs brutes</b>				
Logiciels informatiques	624	16	-	640
Propriété intellectuelle	-	14 355	-	14 355
<b>TOTAL</b>	<b>624</b>	<b>14 371</b>	<b>-</b>	<b>14 995</b>
<b>Amortissements</b>				
Logiciels informatiques	(596)	(16)	-	(612)
Propriété intellectuelle	-	(362)	-	(362)
<b>TOTAL</b>	<b>(596)</b>	<b>(378)</b>	<b>-</b>	<b>(974)</b>
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>28</b>	<b>13 993</b>	<b>-</b>	<b>14 021</b>

Au 30 septembre 201X, la société a acquis la propriété intellectuelle du logiciel Bankit IT System pour le montant de EUR 14 355 milliers.

A la clôture de l'exercice 201X, la juste valeur des immobilisations incorporelles est estimée à EUR 15 000 milliers.

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

en milliers d'EUR	Solde 31/12/201X-1	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/201X
<b>Valeurs brutes</b>				
Terrains et constructions	986	27	-	1 013
Installations techniques machines	990	109	-	1 099
Autres installations, outillage et mobilier et mat. transport	714	21	(13)	722
<b>TOTAL</b>	<b>2 690</b>	<b>157</b>	<b>(13)</b>	<b>2 834</b>

<b>Amortissements</b>				
Terrains et constructions	(291)	(195)	-	(486)
Installations techniques machines	(712)	(142)	-	(854)
Autres installations, et mobilier et mat. transport	(300)	(121)	4	(417)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 303)</b>	<b>(458)</b>	<b>4</b>	<b>(1 757)</b>
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>1 387</b>	<b>(301)</b>	<b>(9)</b>	<b>1 077</b>

A la clôture de l'exercice 201X, la juste valeur des immobilisations corporelles est équivalente à leur valeur comptable.

#### **NOTE 4 - IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**

##### Participation financière

Ce poste inclut exclusivement la participation de 20% prise dans la société à responsabilité limitée IT SERVICES FINANCE, qui a pour objet l'étude, la réalisation, l'acquisition et la diffusion de logiciels bancaires et financiers et de fournir tous conseils en informatique bancaire et financière.

La participation est renseignée à l'actif du bilan à son prix d'acquisition pour EUR 348 milliers.

Au cours de l'exercice se clôturant au 31 décembre 201X, la société a dégagé un bénéfice de EUR 280 milliers et les fonds propres s'élèvent à EUR 3 500 milliers, bénéfice de l'exercice inclus.

Ces fonds propres sont considérés comme une bonne approximation de la juste valeur de l'entreprise à cette date.

##### Prêts et créances immobilisés

Le montant renseigné représente le nantissement d'un compte à terme auprès de la BIL, donné en garantie de bail portant sur la location de l'immeuble pour un montant de EUR 329 milliers au 31 décembre 201X.

A la clôture de l'exercice 201X, la juste valeur des Prêts et créances immobilisés est équivalente à leur valeur comptable.

#### **NOTE 8 - AUTRES PROVISIONS**

Au 31 décembre 201X, les autres provisions consistent principalement en une provision pour congés non pris et une provision pour primes.

#### **NOTE 9 - EMPRUNT OBLIGATAIRE**

Au 30 septembre 201X, la société a acquis la propriété intellectuelle du logiciel Bankit IT System pour le montant de EUR 14 355 milliers. A cette date, la société a souscrit un emprunt obligataire sans coupon d'un montant principal de EUR 7 639 milliers au taux annuel de 1,52% remboursable « in fine » au terme d'une période de 10 années. Les intérêts courus en 201X s'élèvent à un montant de EUR 6 milliers.

A la clôture de l'exercice 201X, la juste valeur de cet emprunt est estimée à EUR 7 645 milliers.

## Informal English translation<sup>1</sup>

### Part I: Private Equity

You are the statutory auditor of the annual accounts at 31 March 2020 of an investment vehicle listed on the Stock Exchange (Luxembourg and Amsterdam), referred to as "Maximum Return".

The annual accounts are prepared according to IFRS as adopted by the European Union.

The investment vehicle is considered to be an "investment entity" under IFRS 10.

As of 31 March 2020, the composition of the investment portfolio is as follows:

- Listed companies: 30% (valuation hierarchy: Level 1)
- Private equity funds: 35% (valuation hierarchy: Level 3)
- Direct unlisted investments: 25% (valuation hierarchies: Level 2 and Level 3)
- Investment in prestigious real estate (mixed commercial and residential) in Paris: 10% (valuation hierarchy: Level 3)

You presented your audit plan for the audit as at 31 March 2020 at the end of February to the Audit Committee (without considering, at that date, any possible Covid-19 impact). In your audit report, in previous years, you included a "Key Audit Matter" regarding the valuation of "Level 3" type investments under IFRS 13.

Maximum Return has contractually committed (in its prospectus) to publish an unaudited NAV, 20 working days after the year-end closing (this will be on 27 April 2020 for the closing on 31 March 2020). The annual accounts are normally approved by the Board of the General Partner on 13 May 2020 (the date is already blocked in the calendars) and you sign your audit report immediately thereafter.

<sup>1</sup> The English version is an informal translation, in any case the French version prevails.



You have the following details about the valuation methods applied in the past:

- Private equity funds are divided into 2 groups: the first group (6 funds of almost equal size making up 20% of the portfolio) is valued using "capital account statements" (unaudited) as at March 31, the second group (4 funds of almost equal size making up 15% of the portfolio) is valued using "capital account statements" (unaudited) as at December 31, adjusted for cash flows (additional investments, distributions in between 31 December and 31 March) and any significant impact identified in the fair value of the underlying portfolio in the period between 31 December and 31 March. The capital account statements as at March 31 for these 4 funds are normally obtained by the management of Maximum Return at the end of May / beginning of June.
  
- Unlisted direct investments consist of a mature company which is a fashion discounter (20% of the portfolio) and which is valued using the multiples method (adjusted EBITDA for the last accounting year (this would be 2019 here) multiplied by a multiple Enterprise Value / EBITDA derived from a group of comparable listed companies, plus net debt) and 2 new investments in two startups, valued at the amount of the recent transaction (November 2019 for the first (4% of the portfolio) and February 2020 for the second (1% of the portfolio)). The discounter was purchased 5 years ago with a leverage of 50% and for a price considered to be on the high end. The discounter's audited consolidated annual accounts at December 31, 2019 (under IFRS) are expected to be available by the end of April 2020, because the bond indenture requires the communication of these annual accounts 4 months after the year-end closing to the debt holders. After the structuring of the acquisition, almost half of the discounter's balance sheet total consists of intangible assets (including goodwill) recognized through the application of purchase price accounting in accordance with IFRS 3. It should be noted that the investment vehicle holds a minority stake in the discounter (25% of the voting rights), in which it has co-invested with a large private equity group.
  
- The real estate investment is the subject of a valuation report by an external expert as of 31 March 2020, issued in April 2020.

### **Question 1 (5 points)**

You are now early April 2020. The audit will start soon.

Please write a note for the attention of the Maximum Return management summarizing the key points (specifically related to Covid-19) which they need to consider in order to determine the fair value of the investments held, in particular with reference to the "Special Valuation Guidance" issued by IPEV on March 31, 2020 (stick in your answer at the level of the principles; Question 2 will be dedicated to the practical application of these principles to the Maximum Return's portfolio)<sup>1</sup>.

### **Question 2 (5 points)**

Please outline, for each of the investments, the specific audit procedures to be carried out to ensure their correct measurement at fair value at the closing date, taking into account the key considerations set out in your note drafted as a response to Question 1. Detail any consequences on the timing of your audit.

### **Question 3 (5 points)**

Management of "Maximum Return" asks you a few more specific questions:

- a) Do you plan to include a separate "Key Audit Matter" in your audit report in relation to the Covid-19 situation? Justify your position.
- b) Management wants to avoid, to the extent possible, adjustments to the NAV (unaudited) published on 27 April 2020 in the audited annual accounts published later. They ask you, by distinguishing different realistic scenarios, to outline the impact - on your audit report - of not taking into account any adjustments that would be required after the publication of the NAV, but before the publication of the annual accounts.
- c) Management asks you what are the minimum disclosures that you expect to see in "Maximum Return's" annual accounts and specifically related to Covid-19? Justify your recommendations.

<sup>1</sup> If you are not familiar with IPEV's "Special Valuation Guidance", reflect on how the Covid-19 situation could have impacted the determination of fair value in practice, taking into account your practical professional experience during this period.

#### **Question 4 (5 points)**

At the beginning of May, you receive the annual accounts of the discounter with a disclaimer of opinion from its auditor.

You had already heard rumors, for some time now, that the discounter was in a difficult financial situation. Debt was already considered high before the pandemic and the closing of stores since mid-March, especially in Germany, France and Italy (where the discounter is very active), was a very hard blow resulting in the company being very short of cash. It has not paid the interest on its debt as at 30 April 2020, which leaves the discounter 60 days to reach an agreement with its creditors in order to avoid bankruptcy. At the same time, negotiations are underway with various state authorities in order to obtain subsidies or additional public funds and it is envisaged that the shareholders will carry out a recapitalization in parallel.

- a) What can justify such a "disclaimer of opinion"? Justify your answer.
- b) "Maximum Return's" Management asks you what impact this disclaimer of opinion at the level of the discounter's audit opinion would have on your audit approach and on your audit report.

## **Part II: Insurance**

You are the statutory auditor of the annual accounts as at 31 December 2019 of two Luxembourg based insurance companies, one life insurance company and one non-life insurance company, which belong to the same German insurance group.

The life insurance company offers insurance products covering death risk and unit-linked products.

The non-life insurance company covers a wide range of risks, especially car insurance, but also other types of risks such as cancellation (travel, cultural or sports events).

The approval of the annual accounts by the Board of Directors and the issuance of audit reports are planned to take place on 10 April 2020.

**Part A – questions pertaining to the annual accounts as at 31 December 2019 (7 points)**

On 3 April 2020 you organize a conference call with the Chief Financial Officer of the insurance companies to discuss audit completion. You are both very worried about the spread of the covid-19 pandemic in Europe and the recent lockdown in Luxembourg. You discuss at length these events and their possible impact on the insurance companies.

You are told that the employees of the two insurance companies are no longer on-site and are working from home since 18 March. Since that date, the public is also not allowed to come to the counter of the registered office and to other offices in Luxembourg. Although business operations were not interrupted, they slowed down. The “production” department experienced a decrease of circa 90% of new business in life insurance and non-life insurance during the second half of March. The “claims” department is preparing for an increase in reported claims in all insurance businesses in the coming weeks.

Furthermore, insurance companies have primarily invested in securities admitted to trading on regulated markets. The market valuation of such securities dropped in March as a result of trends in interest rates and financial market volatility.

At this stage, the CFO has not identified any uncertainty regarding the going concern of the two insurance companies.

Taking into account that these events are new, that it is difficult to determine their impact and predict what may happens next, the CFO suggests to not disclose these events in the annual accounts. The CFO does not want to make public information that is sensitive for the competitiveness of the insurance companies. He has therefore prepared a management report which is as short as those of the previous years.

**Question 5 (2.5 points)**

What do you think about the suggestion of the CFO?

Without waiting for your view, the CFO changes his mind and asks his chief accountant to write a disclosure note for the annual accounts of the two insurance companies. The chief accountant includes the following paragraph at the end of the notes to the annual accounts:

“The covid-19 pandemic affected the business operations of the Company during March 2020. Actions were undertaken to secure the health and safety of our employees and enable working from home for all. Our business continuity plan was implemented to run operations as usual and to minimize the adverse effects. The result for the financial year 2020 is difficult to forecast and is dependent on the trend of financial markets and decisions made by European governments to sustain their economies.”

**Question 6 (2 points)**

Do you agree with such phrasing? Could it be improved and how?

You are now in agreement with the phrasing of the disclosure note on the impact of covid-19 and you consider drawing the attention of the users of the annual accounts to this disclosure note.

**Question 7 (2.5 points)**

Is an emphasis of matter paragraph required? Assuming it is, please suggest a wording for the emphasis of matter paragraph to be included in your audit report. Please also explain where this paragraph should be placed in the audit report.

**Part B – questions pertaining to the interim accounts for the six-month period ended 30 June 2020 (13 points)**

Like every year, the German insurance group which owns the two insurance companies requests its statutory group auditor to perform a review of the group interim accounts for the six-month period ended 30 June 2020. In these very difficult circumstances, you receive group instructions and prepare your review. You take the opportunity to also prepare for your statutory audit of the annual accounts as at 31 December 2020 of the two insurance companies at the same time.

On 27 July 2020, you call the CFO of the two insurance companies to discuss events that occurred since early April. The CFO explains that the current status shows that companies are affected two-fold:

- A significant decrease in revenues since the lockdown gave rise to an almost complete cessation of new business. Despite the re-opening of the counter at the registered office since 11 May and of the offices in Luxembourg since 25 May, business remains unusually low,
- A decrease of 15% of the market valuation of financial assets compared to 31 December 2019 because of the drop of financial markets.

**Question 8 (1 point)**

Which measures were implemented by the Luxembourg government for insurance companies in its action plan against the covid-19 pandemic?

**Question 9 (6 points)**

Please summarize in the schedule in appendix the main items further to your call with the CFO. Please outline i) external factors affecting insurance companies ii) how these events affect accounting records iii) critical review / audit areas.

External factors affecting insurance companies	How these events affect accounting records	Critical review / audit areas
Circumstances related to the pandemic		
Circumstances related to the financial market shock		
Circumstances relating to the States' attitude		

**Question 10 (4 points)**

Focusing on valuation methods for financial assets and technical provisions in each type of life / non-life business, please outline in the schedule below:

- The impact on the balance sheet and the profit and loss account,
- The timing for these impacts to be recognized in the annual accounts.

	Financial assets	Technical provisions
Non-life insurance		
Life insurance (death risk)		
Life insurance (unit-linked business)		



Further to the work performed during summer 2020, you identified a material uncertainty related to events or conditions that cast a significant doubt on the non-life insurance company's ability to continue as a going concern. The use of the going concern basis remains appropriate for the preparation of the interim accounts and adequate disclosure is made in the notes to these interim accounts.

The CFO asks you to explain:

- How your review report on the interim accounts for the six-month period ended 30 June 2020 would change,
- How your audit report on the annual accounts as at 31 December 2020 would change (assuming events and conditions remain unchanged until the release of your audit report).

**Question 11 (2 points)**

Which additional paragraph(s) would you include in your review report and in your audit report? (2 points)

## Part III : Banks

You are the auditors of a Luxembourg bank, Banque Européenne de Placement ("BEP"), that wishes to acquire the company IT Service S.A. (ITS) is located in another country of the European Union. This company is specialised in the provision of IT services

A few weeks before finalizing the acquisition, the management of BEP asks you about the formalities to be implemented in the context of this acquisition, in particular with regards to the regulator, but also about its accounting treatment in the bank's IFRS consolidated accounts.

**Question 12 (4 points)**

Outline the prior regulatory steps to be implemented in the context of this acquisition as well as the possible consequences on the scope of the prudential supervision of the Bank by the CSSF?

**Question 13 (2 points)**

Once the acquisition has been finalised, list the main steps, foreseen by the accounting standards, to be implemented by BEP's Finance department in order to carry out the accounting integration of ITS into the bank's IFRS consolidated accounts.

**Question 14 (4 points)**

Effective 31 December 201X, BEP acquired 100% of the shares of ITS for an amount of EUR 25 million, excluding earn-out. However, the purchase agreement provides for an earn-out clause based on an adjusted EBITDA multiple obtained for the year 201X. The additional consideration resulting from this calculation is capped at EUR 3 million and is estimated at EUR 2 million at the acquisition date.

An extract from the annual financial statements of ITS as at 31 December 201X is provided in the appendix. In addition to the information provided in the excerpts from the annual financial statements, ITS has a client portfolio estimated at the end of 201X at EUR 4.5 million.

At the end of 201X, the adjustments resulting from the application of IFRS on the ITS balance sheet, excluding fair value adjustments on fixed assets, are an additional value adjustment of EUR 0.5 million on short-term receivables and an increase of EUR 0.1 million in other provisions.

Using the steps requested in question 1.2, conclude whether or not goodwill exists and calculate the amount, if any. It is not required to take into account the potential impact of deferred taxes.

**ANNEXE : IT SERVICES SOCIÉTÉ ANONYME  
INFORMATION FROM THE ANNUAL ACCOUNTS  
AS AT 31 DECEMBER 201X**



<b>ASSETS</b>	<b>201X</b>	<b>CAPITAL, RESERVES AND LIABILITIES</b>	<b>201X</b>
<b>FIXED ASSETS</b>		<b>CAPITAL AND RESERVES</b>	
<b>Intangible fixed assets (note 3)</b>	14 021	Subscribed capital	110
Concessions, patents, licences, trademarks and similar rights and assets, if they were acquired for valuable consideration		Reserves	
<b>Tangible fixed assets (note 3)</b>		Legal Reserve	11
Land and buildings	527	Other reserves	14 735
Plant and machinery	245	Results for the financial year	431
Other fixtures and fittings, tool and equipment	305	<b>TOTAL CAPITAL AND RESERVES</b>	<b>15 287</b>
<b>Financial fixed assets (note 4)</b>		<b>PROVISIONS</b>	
Shares in affiliated undertakings	348	Provisions for taxation	-
Loans and receivables held as fixed assets	329	Other provisions (note 8)	1 007
<b>TOTAL FIXED ASSETS</b>	<b>15 775</b>	<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>1 007</b>
<b>CURRENT ASSETS</b>		<b>CREDITORS</b>	
<b>Stocks</b>		Non-convertible bonds becoming due and payable within one year (note 9)	7 645
Work in progress	172	Liabilities for purchases and services payable within one year	4 040
<b>Debtors</b>		Amounts owed to affiliated undertakings becoming due and payable within one year	1 070
Receivables resulting from sales and from the provision of services becoming due and payable within one year	2 948	Tax debts	445
Amounts owed by affiliated undertakings becoming due and payable within one year	1 336	<b>TOTAL CREDITORS</b>	<b>13 200</b>
Other receivables becoming due and payable within one year	77		
<b>Bank balances, postal giro account   balances, cheques and cash</b>	<b>9 186</b>		
<b>TOTAL CURRENT ASSETS</b>	<b>13 719</b>		
<b>TOTAL (ASSETS)</b>	<b>29 494</b>	<b>TOTAL (CAPITAL, RESERVES AND LIABILITIES)</b>	<b>29 494</b>

## NOTE 1 - GENERAL

IT SERVICES S.A. – hereafter the « Company » - was incorporated on 22 April 1989 as a public limited company for an unlimited period.. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

The purpose of the Company is the provision of IT services and the development, and distribution of banking and financial software. It may carry out any industrial, commercial or financial, transferable securities and real estate asset transactions that may be directly or indirectly related to its corporate purpose.

## NOTE 2 – SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

### 2.1. General principles

The annual accounts are prepared in accordance with the methods described below, based on the generally accepted principles of prudence and going concern.

### 2.2. Foreign currency transactions

The Company maintains its accounting data records in Euros (EUR); the balance sheet and profit and loss accounts are expressed in this currency.

### 2.3. Tangible and intangible fixed assets

Tangible and intangible fixed assets are carried at purchase price less accumulated depreciation. Depreciation is recognised on a straight-line basis over the estimated remaining useful life of the assets.

The depreciation methods applied are as follows:

- Intellectual property  
10 years
- Computer licences (software and software packages)  
3 and 4 years
- Buildings, fixtures and fittings  
5, 9 and 12 years
- Plant and machinery  
3 and 5 years
- Other installations, tools and furniture  
3 and 5 years

### 2.4. Financial fixed assets

Financial fixed assets are valued at purchase price including the expenses incidental thereto. A value adjustment is made if the Board of Directors considers that there has been a permanent decrease in value. These value adjustments shall not be maintained if the reasons for which they were made have ceased to exist.

### 2.5. Value adjustments to current assets

Debtors are valued at their nominal value. They are subject to value adjustments where their realisable value is lower than their nominal value. These value adjustments shall not be maintained if the reasons for which they were made have ceased to exist.

2.6. Provisions

The provisions to be made for foreseeable risks and charges are reviewed at the end of each financial year. Provisions made in previous years are reviewed and written back to the profit and loss account if necessary.

**NOTE 3 – TANGIBLE AND INTANGIBLE FIXED ASSETS**

Intangible fixed assets movements are as follows:

in KEUR	Opening balance 31/12/201 X-1	Additions for the year	Disposals for the year
<i>Gross book value</i>			
Software	624	46	-
Intellectual property	-	14 355	-
<b>TOTAL</b>	<b>624</b>	<b>14 371</b>	<b>-</b>
<i>Accumulated value adjustments</i>			
Software	(596)	(16)	-
Intellectual property	-	(362)	-
<b>TOTAL</b>	<b>(596)</b>	<b>(378)</b>	<b>-</b>
<b>NET BOOK VALUE</b>	<b>28</b>	<b>13 993</b>	<b>-</b>

As of 30 September 201X, the Company acquired the intellectual property of the Bankit IT System software for KEUR 14,355. At 31 December 201X, the fair value of intangible assets is estimated at KEUR 15,000.

Tangible fixed assets movements are as follows:

in KEUR	Opening balance 31/12/201 X-1	Additions for the year	Disposals for the year
<i>Gross book value</i>			
Lands and buildings	986	27	-
Plant and machinery	990	109	-
Other fixtures and fitting tool and equipment	714	21	(13)
<b>TOTAL</b>	<b>2 690</b>	<b>157</b>	<b>(13)</b>

<i>Accumulated value adjustments</i>			
Lands and buildings	(291)	(195)	-
Plant and machinery	(712)	(142)	-
Other fixtures and fittings, tools and equipment	(300)	(121)	4
<b>TOTAL</b>	<b>(1 303)</b>	<b>(458)</b>	<b>4</b>
<b>NET BOOK VALUE</b>	<b>1 387</b>	<b>(301)</b>	<b>(9)</b>

**At the balance sheet date, the fair value of the tangible fixed assets is equal to their book value.**

#### NOTE 4 – FINANCIAL FIXED ASSETS

##### Shares in affiliated undertakings

This item only includes the 20% stake taken in the limited liability company IT SERVICES FINANCE, whose purpose is to study, produce, acquire and distribute banking and financial software and to provide all banking and financial IT advice.

The participation is recorded on the assets side of the balance sheet at its acquisition price of KEUR 348.

During the financial year ending 31 December 201X, the company generated a profit of EUR 280 and shareholders' equity amounted to KEUR 3,500, including the profit for the financial year. The shareholders' equity is considered to be a good approximation of the company's fair value at that date.

##### Loans and receivables held as fixed assets

The amount indicated represents the pledge of a term account with the BIL, given as security for the lease of the building for an amount of KEUR 329 at 31 December 201X. At the end of the 201X financial year, the fair value of loans and receivables is equivalent to their carrying amount.

#### NOTE 8 - OTHER PROVISIONS

As at 31 December 201X, the other provisions consist mainly of a provision for untaken leave and a provision for bonuses.

#### NOTE 9 – NON-CONVERTIBLE BONDS

As of 30 September 201X, the Company acquired the intellectual property of the Bankit IT System software for KEUR 14,355. At this date, the Company subscribed to a bond issue without coupon for a principal amount of KEUR 7,639 at an annual rate of 1.52%, repayable in full at the end of a period of 10 years. Interest accrued in 201X amounts to KEUR 6.

At year-end 201X, the fair value of this loan is estimated at KEUR 7,645.



Commission de Surveillance  
du Secteur Financier

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

**Secret**  
**Version: Version validée**

29/30





**Commission de Surveillance du Secteur Financier**  
283, route d'Arlon  
L-2991 Luxembourg (+352) 26 25 1-1  
[direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)  
[www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)



EXAMEN  
D'APTITUDE  
PROFESSIONNELLE  
DES CANDIDATS  
REVISEURS  
D'ENTREPRISES

EPREUVE ECRITE DES  
28 ET 29 SEPTEMBRE  
2020 – 2EME PARTIE

## EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

**VOUS ETES REVISEUR D'ENTREPRISES DANS UN CABINET ET VOUS  
DEVEZ PRENDRE POSITION PAR RAPPORT AUX QUESTIONS SUIVANTES  
DANS LES DOMAINES SUIVANTS :**

<b>Partie III : Banques (suite)</b>	<b>3</b>
Question 15 (4 points)	3
Question 16 (6 points)	4
<b>Partie IV : Sociétés industrielles et commerciales</b>	<b>4</b>
Question 17 (3 points)	5
Question 18 (2 points)	5
Question 19 (2 points)	6
Question 20 (3 points)	6
Question 21 (5 points)	8
Question 22 (5 points)	10
<b>Partie V : OPC</b>	<b>10</b>
Question 23 (4 points)	10
Question 24 (6 points)	10
Question 25 (3 points)	11
Question 26 (3 points)	11
Question 27 (4 points)	12



## EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre farde ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque question sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utilisez une encre foncée pour rédiger vos réponses (noire ou bleue).

### Partie III : Banques (suite)

Vous êtes auditeurs de la banque luxembourgeoise, **Banque Européenne de Placement** (BEP) qui souhaite acquérir la société **IT Service S.A.** (ITS) située dans un autre pays de l'union européenne, société spécialisée dans la prestation de services informatiques, avec le projet d'en faire un centre de services partagés IT pour le groupe.

Un an plus tard, l'acquisition est finalisée et la banque souhaite mettre à profit l'ensemble des synergies disponibles au sein des différentes banques de son réseau européen ainsi que dans sa nouvelle acquisition en transformant celle-ci en un centre européen de traitement informatique pour l'ensemble de ses activités bancaires.

Ce centre de traitement et notamment les contrôles informatiques clés (tant au niveau du mainframe que des logiciels opérant certaines activités clés de contrôle comme les réconciliations des nostri cash et titres, l'évaluation des positions titres de la banque et de ses clients, le suivi des couvertures crédits...) seront revus dans un souci d'efficacité par le cabinet représentant votre réseau dans le pays européen concerné et les résultats de ces travaux sur les contrôles informatiques pourront contribuer aux révisions des différentes banques à travers l'Europe.

#### Question 15 (4 points)

Quelles sont les obligations à respecter par la Banque pour cet outsourcing informatique, telles que prévues par la réglementation applicable ?

Quels sont les points que devra couvrir le réviseur du groupe, notamment dans le cadre du compte-rendu analytique de révision ?

**Question 16 (6 points)**

Dans ce cadre, il vous est demandé de préparer un programme de travail reprenant les principales interactions que vous devrez avoir avec le cabinet effectuant la revue de ces contrôles informatiques afin de pouvoir en utiliser les résultats dans le cadre de votre approche d'audit.

## **Partie IV : Sociétés industrielles et commerciales**

Vous êtes le réviseur d'entreprises de la société ABC S.A. (ABC), une société anonyme luxembourgeoise, tant pour ses états financiers individuels que pour ses états financiers consolidés. La réunion du conseil d'administration approuvant les états financiers individuels et consolidés est fixée au 10 décembre 2020. ABC prépare ses états financiers consolidés selon les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne (IFRS). Les comptes annuels individuels sont préparés conformément aux exigences légales et réglementaires luxembourgeoises ("Lux GAAP").

ABC est l'entité mère d'un groupe privé du secteur technologique et de la santé. Le groupe est détenu à parts égales par trois familles. Son activité principale est la production de machines et d'équipements hautement spécialisés pour le secteur de la santé.

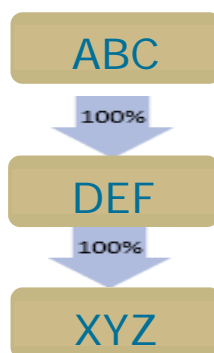
ABC a un exercice financier qui commence le 1er septembre et se termine le 31 août de chaque année. Au cours de l'exercice clos le 31 août 2020, le groupe ABC a traversé une période très difficile en raison d'un ralentissement économique inattendu dans un environnement très concurrentiel (événement non lié à la crise sanitaire Covid-19).

ABC a réagi rapidement et a pris des décisions de restructuration difficiles afin d'assurer la continuité de ses activités, d'adapter son offre à la demande et d'aligner ses coûts avec les revenus prévisionnels.

### **Partie A : Trésorerie**

Afin de s'assurer que le groupe dispose de suffisamment de liquidités au bon endroit géographique, le groupe ABC prévoit de prendre un certain nombre de mesures afin de transférer des liquidités entre certaines sociétés à l'intérieur du groupe.

Première étape : Fin mai 2020, le groupe ABC envisage de transférer des liquidités de la filiale XYZ vers une filiale intermédiaire directe luxembourgeoise, DEF S.A. Le directeur financier évalue actuellement s'il doit transférer ces liquidités par le biais d'un paiement de dividendes ou par le biais d'un remboursement de prime d'émission et il vous demande votre avis (sachant que la législation locale permet à XYZ de procéder à un paiement de dividende et à un remboursement de prime d'émission) . Le directeur financier est nouveau au sein du groupe ABC et il vérifie actuellement si XYZ a été acquise récemment ou si elle fait partie du groupe ABC depuis plusieurs années.



**Question 17 (3 points)**

Décrivez toutes les implications comptables des deux options au niveau de la filiale DEF S.A. dans ses comptes individuels préparés sur base des Lux GAAP. (Vous devez ignorer tout aspect fiscal)

Deuxième étape : Le groupe ABC prévoit ensuite de faire remonter cette trésorerie de DEF S.A. vers l'entité mère ABC.

**Question 18 (2 points)**

Quelle est la différence, d'un point de vue juridique et comptable, entre un dividende intérimaire et un dividende final ? Nous attendons du candidat qu'il décrive les exigences/conditions légales et comptables de chacune de ces distributions de dividende.

Comme alternative à la distribution d'un dividende tel que décrit ci-dessus, le client envisage également de remonter des liquidités de DEF soit via un remboursement d'action de DEF S.A., soit via un remboursement du compte 115 (Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) de DEF S.A..

### Question 19 (2 points)

Exposez les différences entre ces deux options d'un point de vue comptable et juridique. (Vous devez ignorer tout aspect fiscal)

### Partie B : Réorganisation géographique

Le groupe ABC dispose de sites de fabrication et/ou d'entrepôts au Luxembourg, en Allemagne, en Italie et en République tchèque. Le groupe ABC détient les terrains et les murs des sites de fabrication situés au Luxembourg et en Allemagne. En revanche, les entrepôts basés en Italie et en République tchèque sont loués à des tiers.

Le groupe ABC prévoit de ne plus utiliser ses entrepôts en Italie et le conseil d'administration de la filiale italienne a pris la décision formelle avant le 31 août 2020 de ne plus les utiliser à partir du 1er décembre 2020. La filiale italienne avait par le passé signé un contrat de location non résiliable de 15 ans qui a débuté le 1er mars 2008 avec un loyer annuel de 250 000 euros.

Le contrat ne comporte pas de clause de résiliation anticipée, de sorte que la filiale italienne devra sous-louer l'entrepôt à un tiers pour le reste de la durée du bail.

Sur base d'analyses du marché immobilier actuel et de discussions avec des experts locaux, le ralentissement économique rend la recherche de locataires pour cet entrepôt très difficile et il est peu probable que le groupe ABC puisse sous-louer ce bien.

### Question 20 (3 points)

Quelles sont les implications comptables au niveau des comptes consolidés d'ABC préparés sur base des normes IFRS au 31 août 2020 ? Veuillez expliquer votre approche et votre analyse sous l'angle des IFRS.

### Partie C : Modernisation de la chaîne de production

Il existe actuellement deux lignes de production en Allemagne, l'une pour la production de machines de Type A et l'autre pour la production de machines de Type B.

Ligne de production	Type A	Type B
En service depuis	1er décembre 2008	1er mars 2011
Coût total	EUR 12.100.000	EUR 15.200.000
Période d'amortissement	15 ans (linéaire)	15 ans (linéaire)
Valeur résiduelle	EUR 100.000	EUR 200.000
Chiffre d'affaires résultant de la vente de machines pour l'exercice clos le 31 août 2020 (« 2019/2020 »)	EUR 10.000.000	EUR 20.000.000
Marge avant dépréciation 2019/2020	EUR 1.200.000	EUR 1.800.000

Afin de rester leader sur son marché, le groupe ABC a décidé de lancer la production d'un nouveau type de machine (Type C). Les machines de Type C ne sont pas destinées au même segment de marché que les machines de type A.

En revanche, les machines de Type C seront en concurrence directe avec les machines de Type B et le groupe ABC prévoit un certain impact sur les ventes des machines de Type B au fil du temps :

	2020/2021	2021/2022	2022/2023	2023/2024	2024/2025 (fin mai 2025)
Diminution des ventes par rapport à 2019/2020	20%	35%	45%	55%	
Chiffre d'affaires résultant de la vente de machines de Type B	EUR 16.000.000	EUR 13.000.000	EUR 11.000.000	EUR 9.000.000	EUR 8.000.000
Marge avant dépréciation	EUR 1.440.000	EUR 1.170.000	EUR 990.000	EUR 810.000	EUR 720.000
Fin de la production des machines de Type B, démantèlement de la ligne de production de type B et vente de la ligne de production pour un prix de vente prévu de					EUR 250 000

L'usine de fabrication en Allemagne est suffisamment grande pour positionner cette troisième ligne de production sans déplacer les deux autres lignes de production. Le groupe ABC veut mettre en place la nouvelle ligne de production de Type C au plus vite afin de pouvoir mettre les machines de Type C sur le marché à partir du 1er janvier 2021. Les frais de recherche engagés avant la fin août 2020 en rapport avec la ligne de production de Type C s'élèvent à 750 000 euros et ont été passés en charges au fur et à mesure qu'ils ont été engagés.

### Question 21 (5 points)

Quelles sont les implications comptables concernant l'éventuelle dépréciation des différents actifs au niveau des comptes consolidés de ABC préparés sur base des IFRS au 31 août 2020 ? Veuillez expliquer votre approche et votre analyse sous l'angle des IFRS. Vous pouvez ignorer l'impact découlant de la valeur temps de l'argent. (Ne pas aborder les exigences concernant l'information dans les Notes aux comptes consolidés)

### Partie D : Refinancement

ABC a deux emprunts bancaires dans ses comptes individuels au 31 août 2020:

	Emprunt 1	Emprunt 2
Banque	A	B
Montant principal emprunté	EUR 12.000.000	EUR 15.000.000
Date d'entrée en vigueur	1 <sup>er</sup> décembre 2008	1 <sup>er</sup> mars 2011
Durée de l'emprunt	15 ans	15 ans
Taux d'intérêt (payé mensuellement)	Euribor + 1,5%	Euribor + 1,25%
Remboursement annuel du principal	EUR 800.000	EUR 1.000.000
Solde du principal au 31 août 2020	EUR 3.200.000	EUR 6.000.000
Coûts d'émission de l'emprunt non amortis au 31 août 2020	EUR 130.000	EUR 275.000
Date d'échéance	30 novembre 2023	28 février 2026
Clauses de sauvegarde (covenants)	Calcul trimestriel	Calcul trimestriel

Au 31 août 2020, le groupe ABC a analysé les covenants et les résultats sont les suivants :

- Prêt 1 : ABC n'est pas en conformité avec ses covenants au 31 août 2020.
- Prêt 2 : ABC respecte tous ses covenants au 31 août 2020.

Le groupe ABC a eu des discussions continues avec ses deux banques au cours des derniers mois. Les discussions étaient toujours en cours au 31 août 2020 et des accords formels ont été conclus début septembre 2020, avant la date d'achèvement de l'audit de fin d'année :

- Emprunt 1 : La banque A a accepté le 10 septembre 2020 de ne pas exiger le remboursement anticipé de l'intégralité de l'emprunt malgré le fait qu'ABC ne respectait pas les covenants liés à cet Emprunt 1 au 31 août 2020. ABC devra cependant payer une pénalité de 100 000 euros, l'échéance est prolongée de 2 ans et le taux d'intérêt a été porté à Euribor + 1,60%.
- Emprunt 2 : ABC a eu des discussions avec une autre banque, la Banque C, afin (i) de refinancer l'emprunt avec la Banque B. et (ii) de financer le développement de la ligne de production de type C. Un accord a été conclu avec la Banque C le 10 septembre 2020 pour un nouvel emprunt (Emprunt 3) à partir du 1er novembre 2020. À la même date, ABC a conclu un accord avec la Banque B pour le remboursement anticipé de l'emprunt 2, sans aucune pénalité, le 1er novembre 2020. L'emprunt auprès de la Banque C aura les caractéristiques suivantes :

	<b>Emprunt 3</b>
Banque	C
Montant principal emprunté	EUR 15.000.000
Date d'entrée en vigueur	1 <sup>er</sup> novembre 2020
Durée du prêt	18 ans
Taux d'intérêt (payé mensuellement)	Euribor + 1,80%
Remboursement annuel du principal	EUR 833.333,33
Frais de mise en place de l'emprunt	EUR 800.000
Date d'échéance	31 octobre 2035
Clauses de sauvegarde (covenants)	Calcul trimestriel

### Question 22 (5 points)

Quelles sont les implications d'un point de vue comptables et au niveau de l'information dans les notes aux comptes pour les comptes individuels de ABC préparés sur base des exigences légales et réglementaires luxembourgeoises ("Lux GAAP") au 31 août 2020? Veuillez expliquer votre approche et votre analyse du point de vue des Lux GAAP. (Ne pas aborder les problématiques liées à la continuité de l'exploitation).

## Partie V : OPC

Votre cabinet est l'auditeur de Global World Sicav qui est un fonds luxembourgeois multi-compartiments de la partie I de la loi du 17 décembre 2010. La clôture de l'exercice est le 31 décembre de chaque année. Le dirigeant de sa Société de Gestion établie à Luxembourg vous informe qu'il est envisagé de fusionner le compartiment Alpha Equity de la Sicav Global World Sicav avec le fonds commun de placement (FCP) ABC Assets Management Fund qui est également soumis à la partie I de la loi du 17 décembre 2010. Il est précisé que le FCP n'est pas un fonds multi-compartiments. Votre cabinet n'est pas le Réviseur d'entreprises agréé de ABC Assets Management Fund.

### Question 23 (4 points)

Dans le cadre de cette opération de fusion, décrivez le contenu ainsi que la formulation de la conclusion du ou des rapports à émettre par le Réviseur d'entreprises de chacun des 2 fonds en précisant : (i) le destinataire du rapport, (ii) les normes professionnelles qui doivent s'appliquer, (iii) le signataire de la lettre d'affirmation et (iv) les incidences sur la présentation des informations financières dans le rapport annuel audité de chacun des deux fonds.

Votre cabinet a été retenu pour émettre les rapports requis par la loi du 17 décembre 2010 en relation avec l'opération de fusion des deux compartiments telle que décrite ci-dessus.

### Question 24 (6 points)

Pour chacun des rapports repris à la question 1 ci-dessus, décrivez les principaux travaux / procédures d'audit que vous envisagez en fonction du type de rapport émis (audit complet, revue, autre rapport, ...).



Le dirigeant de la Société de Gestion de Global World Sicav vous informe qu'un nouveau compartiment « Innovation Equities » sera lancé prochainement. Ce compartiment aura comme politique d'investissement d'investir au moins 85% de ses actifs nets dans le fonds New Technologies Sicav qui est une Sicav de droit français suivant les dispositions de la Directive 2009/65/EC (« Directive UCITS »). La date de clôture de la Sicav New Technologies est le 31 octobre de chaque année et celle-ci est auditée par un cabinet d'audit français ne faisant pas partie du réseau de votre cabinet.

Le dirigeant de la Société de Gestion de Global World Sicav, vous interroge sur la présentation du nouveau compartiment Innovation Equities dans le rapport annuel au 31 décembre N de Global World Sicav. Il souhaite notamment savoir s'il y a des éléments spécifiques concernant le fonds New Technologies Sicav qui doivent être présentés dans le rapport annuel de Global World Sicav.

### **Question 25 (3 points)**

Décrivez le contenu du rapport annuel au 31 décembre N de Global World Sicav en relation avec ce nouveau compartiment Innovation Equities.

La date de clôture de New Technologies Sicav étant décalée par rapport à la date de clôture de Global World Sicav, l'auditeur de la Sicav française doit établir un rapport ad hoc à la date de clôture de la Sicav luxembourgeoise (31 décembre N) conformément aux dispositions de l'article 81(2) de la loi modifiée du 17 décembre 2010.

### **Question 26 (3 points)**

Décrivez l'étendue de ce rapport ad-hoc par rapport au référentiel des normes ISA ainsi que la période sur laquelle il doit porter.

Bien que le contrat d'échange d'information entre votre cabinet et le contrôleur légal des comptes français de New Technologies Sicav prévoyait la mise à disposition du rapport ad-hoc au plus tard le 30 avril N+1, il apparaît qu'à cette date, l'auditeur de New Technologies Sicav n'a pas encore émis son rapport ad-hoc et dans vos échanges avec celui-ci vous comprenez que ce retard est dû à des problèmes significatifs en relation avec la valorisation de plusieurs investissements significatifs. Il est à noter que toutefois le rapport d'audit sur le rapport annuel de New Technologies Sicav au 31 octobre N, est une opinion non-modifiée.

**Question 27 (4 points)**

Quelle est la conséquence de l'absence du rapport ad-hoc de New Technologies Sicav sur votre rapport d'audit au 31 décembre N du fonds Global World Sicav en précisant les conséquences sur l'opinion du compartiment Innovation Equities ainsi que les conséquences sur l'opinion relative aux chiffres combinés de Global World Sicav ?



## Informal English translation<sup>1</sup>

### Part III: Banks (continued)

You are the auditors of a Luxembourg bank, Banque Européenne de Placement (“BEP”), that wishes to acquire the company IT Service S.A. (ITS) which is located in another country of the European Union. This company is specialised in the provision of IT services and BEP plans to turn it into an IT shared services centre for the group.

One year later, the acquisition is finalised and the bank wishes to take advantage of all the synergies available within the various banks in its European network and in its new acquisition by transforming ITS into a European data processing centre for all its banking activities.

This processing centre and in particular the key IT controls (both at the mainframe level and in the software operating certain key control activities such as reconciliations of nostri cash and securities, valuation of the bank's and its customers' securities positions, monitoring of credit cover, etc.) will be reviewed, with a view to efficiency, by the firm representing your network in the European country concerned and the results of this work on IT controls will be able to contribute to the audits of the various banks throughout Europe.

#### Question 15 (4 points)

What are the Bank's obligations with regard to this IT outsourcing, as foreseen in the applicable regulations?

What points will the Group auditor have to cover, in particular in the context of the analytical audit report (“Long form report”)?

#### Question 16 (6 points)

In this context, you are asked to prepare a work programme setting out the main interactions you will need to have with the firm carrying out the review of these IT controls in order to be able to use the results as part of your audit approach.

<sup>1</sup> The English version is an informal translation, in any case the French version prevails.

## Part IV: Industrial and commercial companies

You are the auditor of the company ABC S.A., a Luxembourg limited liability company, for both its standalone and consolidated financial statements. The board meeting approving the standalone and consolidated financial statements is planned to take place on 10 December 2020. ABC prepares its consolidated financial statements under IFRS as adopted by the EU (IFRS). The stand-alone accounts are prepared under Luxembourg legal and regulatory requirements ("Lux GAAP").

ABC is the parent entity of a privately-owned group within the technological and healthcare sector. The group is equally owned by three families. Its main activity is the production of highly specialised machines and equipment for the healthcare industry.

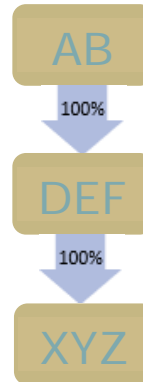
ABC S.A. has a financial year starting on 1 September and ending on 31 August of each year. During the financial year ended 31 August 2020, ABC group went through a very challenging time because of an unexpected economic downturn in a very competitive environment (an event which is not linked to the Covid-19 pandemic).

ABC reacted quickly and took difficult restructuring decisions in order to ensure the continuity of its activities, adapt its offer to the demand and align its costs with its projected revenues.

### Part A: Liquidity

In order to ensure the group has sufficient liquidity in the right geographical location, ABC S.A. is planning to undertake a number of actions in order to move liquidity between certain entities within the group.

First step: At the end of May 2020 ABC wishes to move cash up from the subsidiary XYZ to an intermediary Luxembourgish direct subsidiary DEF S.A. The CFO is currently considering whether he should move this cash via a dividend payment or a repayment of share premium and asks for your input (knowing that the local legislation allows XYZ to either declare a dividend or to reimburse its share premium). The CFO is new to the group and is checking whether XYZ was recently acquired or has been part of the ABC group for some years.



**Question 17 (3 points).**

Outline all the accounting implications of both options at the level of the subsidiary DEF S.A. in their standalone accounts under Lux GAAP.

(You should ignore any tax aspects)

Second step: The group ABC then plans to flow this cash up the chain from DEF S.A. to the parent entity ABC S.A..

**Question 18 (2 points)**

What is the difference from a legal and accounting perspective between an interim dividend and a final dividend? We expect the candidate to describe the legal and accounting requirements/conditions for each type of dividend distribution.

As an alternative to a dividend outlined above, the client is also contemplating upstreaming the cash from DEF via either a redemption of the share capital of DEF or a repayment from the 115 account (Capital contribution account) of DEF.

**Question 19 (2 points)**

Outline the differences between these two options from an accounting and legal perspective. (You should ignore any tax aspects)

### **Part B: Geographical reorganisation**

ABC group has manufacturing plants and/or warehouses in Luxembourg, Germany, Italy and in Czech Republic. ABC group owns the properties in which the manufacturing plants are located in both Luxembourg and in Germany. The warehouses in Italy and Czech Republic are leased from a third party.

ABC group plans to stop using its warehouses in Italy and the board of directors of the Italian subsidiary took a formal board decision before 31 August to no longer use them anymore as from 1 December 2020. The Italian subsidiary had previously signed a non-cancellable 15-year lease contract which started on 1 March 2008 with an annual rent of EUR 250.000.

The contract does not include an early termination clause; therefore, the Italian subsidiary will need to sub-lease the warehouse to a third party for the remainder of the lease term.

Based on current property market analysis and discussion with local experts, the economic downturn makes it very difficult to find lessees for the warehouse and it is unlikely that ABC will be able to sub-lease the property.

### **Question 20 (3 points)**

What are the accounting implications at the level of ABC consolidated accounts under IFRS as at 31 August 2020? Please explain your approach and analysis from an IFRS perspective.

### **Part C: Production line modernisation**

There are currently two production lines in Germany, one for the production of type A machines and the second for the production of type B machines.

Production line	Type A	Type B
In operation since	1 December 2008	1 March 2011
Total cost	EUR 12,100,000	EUR 15,200,000
Depreciation period	15 years (straight-line)	15 years (straight-line)
Residual value	EUR 100,000	EUR 200,000
Revenue from sale of machines for the year ended 31 August 2020 ("2019/2020")	EUR 10.000.000	EUR 20.000.000
Margin before depreciation 2019/2020	EUR 1.200.000	EUR 1.800.000

In order to remain leader in its market, ABC group has decided to launch the production of a new type of machine (Type C). Type C machines are not for the same market segment as the Type A machines.

However, Type C machines will compete with the Type B machines and ABC group anticipates some impact over time on the sales of the Type B machines:

	2020/2021	2021/2022	2022/2023	2023/2024	2024/2025 (end May 2025)
Decrease in sales compared to 2019/2020	20%	35%	45%	55%	
Type B machine sales	EUR 16,000,000	EUR 13,000,000	EUR 11,000,000	EUR 9,000,000	EUR 8,000,000
Margin before depreciation	EUR 1,440,000	EUR 1,170,000	EUR 990,000	EUR 810,000	EUR 720,000
End of production of Type B machines, dismantlement of the Type B production line and sale of the production line for an expected sale's price					EUR 250,000

The manufacturing plant in Germany is big enough to implement this third line of production without moving the 2 other production lines. ABC group wants to implement the new Type C production line as soon as possible in order to be able to bring the Type C machines to market as from 1 January 2021. Research costs incurred before the end of August 2020 in relation with the Type C production line amount to EUR 750,000 and have been expensed as incurred.

**Question 21 (5 points)**

What are the accounting implications concerning the possible impairment of the various assets in ABC's consolidated financial statements prepared under IFRS as of August 31, 2020? Please explain your approach and analysis from an IFRS perspective. You may ignore any impact arising from the time value of money (furthermore you do not need to address the disclosure requirements in the notes to the consolidated financial statements).

**Part D: Refinancing**

ABC group S.A. has 2 bank loans in its standalone books as at 31 August 2020:

	<b>Loan 1</b>	<b>Loan 2</b>
Bank	A	B
Principal amount borrowed	EUR 12,000,000	EUR 15,000,000
Inception date	1 December 2008	1 March 2011
Duration of loan	15 years	15 years
Interest rate (paid monthly)	Euribor + 1,5%	Euribor + 1,25%
Yearly repayment of principal	EUR 800,000	EUR 1,000,000
Balance as at 31 August 2020	EUR 3,200,000	EUR 6,000,000
Non-amortised loan origination costs as at 31 August 2020	EUR 130,000	EUR 275,000
Maturity date	30 November 2023	28 February 2026
Covenants	Quarterly calculation	Quarterly calculation



As at 31 August, 2020 ABC group analysed the covenants and the results were as follows:

- Loan 1: ABC is not in compliance with its covenants on 31 August 2020.
- Loan 2: ABC is in compliance with all covenants on 31 August 2020.

ABC group has had continuous discussions with their two banks over the recent months. Discussions were still going on as at 31 August 2020 and formal agreements were reached early September 2020, before the date of completion of the year-end audit:

- Loan 1: Bank A agreed on 10 September 2020 not to request the early repayment of the loan in full despite the fact that ABC wasn't in compliance with the covenants linked to Loan 1 as at 31 August 2020. ABC will however have to pay a penalty of EUR 100.000, furthermore the maturity is extended by 2 years and the interest rate has been increased to Euribor + 1.60%
- Loan 2: ABC had discussions with another bank, Bank C, in order to (i) refinance the loan with Bank B. and (ii) finance the development of the Type C production line. An agreement was reached with Bank C on 10 September 2020 for a new loan (Loan 3) starting on 1 November 2020. On the same date ABC reached an agreement with Bank B for the early repayment of Loan 2 without any penalty on 1 November 2020. The loan with Bank C will have the following features:

	<b>Loan 3</b>
Bank	C
Principal amount borrowed	EUR 15,000,000
Inception date	1 November 2020
Duration of loan	18 years
Interest rate (paid monthly)	Euribor + 1.80%
Yearly repayment of principal	EUR 833,333.33
Loan origination costs	EUR 800,000
Maturity date	31 October 2035
Covenants	Quarterly calculation

**Question 22 (5 points)**

What are the implications from an accounting perspective as well as the level of information to be provided in the notes of the standalone accounts of ABC prepared on the basis of Luxembourg legal and regulatory requirements ("Lux GAAP") as at 31 August 2020? Please explain your approach and analysis from a Lux GAAP perspective. (You should not address any issues related to going concern).

**Part V: Funds**

Your firm is the auditor of Global World Sicav which is a Luxembourg umbrella fund under Part I of the law of 17 December 2010. The financial year ends on 31 December of each year. The manager of its management company established in Luxembourg informs you that it is planned to merge the Alpha Equity sub-fund of the Global World Sicav with the Common Fund ("Fonds Commun de Placement" FCP) ABC Assets Management Fund, which is also subject to Part I of the law of 17 December 2010. It is important to note that the FCP is not an umbrella fund. Your firm is not the Réviseur d'entreprises agréé of ABC Assets Management Fund.

**Question 23 (4 points)**

In the context of this merger, describe the content and the wording of the conclusion of the report or the reports to be issued by the auditor of each of the 2 funds, specifying: (i) the addressee of the report, (ii) the professional standards that should apply, (iii) the signatory of the representation letter and (iv) the impact on the presentation of financial information in the audited annual report of each of the 2 funds.

Your firm has been retained to issue the reports required by the Law of 17 December 2010 in connection with the merger of the two sub-funds as described above.

**Question 24 (6 points)**

For each of the reports noted in question 1 above, describe the main audit work/procedures that you plan according to the type of report issued (full audit, review, other report ...)

The manager of the management company of Global World Sicav informs you that a new sub-fund "Innovation Equities" will be launched shortly. The investment policy of this sub-fund will be to invest at least 85% of its net assets in the New Technologies Sicav fund, which is a Sicav governed by French law in accordance with the provisions of Directive 2009/65/EC ("UCITS Directive"). The closing date of the New Technologies Sicav is 31 October each year and it is audited by a French audit firm that is not part of your firm's network.

The manager of the management company of Global World Sicav, asks you about the presentation of the new sub-fund Innovation Equities in the annual report as at 31 December N of Global World Sicav. In particular, he would like to know if there are any specific elements concerning the New Technologies Sicav fund that should be presented in the Global World Sicav annual report.

**Question 25 (3 points)**

Describe the content of the annual report as at 31 December N of Global World Sicav in relation to this new sub-fund Innovation Equities.

As the financial year end of the New Technologies Sicav is different to the financial year end of the Global World Sicav, the auditor of the French Sicav must draw up an ad hoc report at the financial year end of the Luxembourg Sicav (31 December N) in accordance with the provisions of Article 81(2) of the amended law of 17 December 2010.

**Question 26 (3 points)**

Describe the scope of this ad-hoc report as per ISAs and the period to be covered by it.

Although the information exchange agreement between your firm and the French statutory auditor of New Technologies Sicav provides that the ad-hoc report should be available no later than April 30, N+1, it appears that on this date, the auditor of New Technologies Sicav has not yet issued its ad-hoc report and in your exchanges with him you understand that this delay is due to significant problems in relation to the valuation of several significant investments. It should be noted however, that the audit opinion on the annual report of New Technologies Sicav as at October 31, N, is unmodified.

**Question 27 (4 points)**

What is the consequence of the absence of the ad-hoc report of New Technologies Sicav on your audit report as at December 31, N of the Global World Sicav fund, specifying the consequences on the opinion of the sub-fund Innovation Equities as well as the consequences on the opinion of the combined figures of Global World Sicav?



Commission de Surveillance  
du Secteur Financier



EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEURS D'ENTREPRISES

**Secret**  
**Version: Version validée**



**Commission de Surveillance du Secteur Financier**  
283, route d'Arlon  
L-2991 Luxembourg (+352) 26 25 1-1  
[direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)  
[www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)